



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 116 b) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives aux droits de l'homme :

questions relatives aux droits de l'homme,

y compris les divers moyens de mieux assurer

l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Droit au développement

Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de l'Expert indépendant sur le droit au développement, M. Arjun Sengupta, en application de la résolution 54/175 de l'Assemblée générale et de la résolution 2000/5 de la Commission des droits de l'homme .

* A/55/150 et Corr. 1 et 2.

** Conformément au paragraphe 1 de la section C de la résolution 54/248 de l'Assemblée générale, le présent rapport est présenté le 17 août 2000, afin qu'il y figure un maximum d'informations actualisées.

Rapport de l'expert indépendant sur le droit au développement*

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Teneur du droit au développement : objectifs à atteindre.	4–14	4
III. Le droit au développement en tant que droit à un processus de développement . . .	15–25	7
IV. Réalisation du droit au développement	26–38	11
V. Élimination de la pauvreté et réalisation du droit au développement	39–63	16
VI. Conclusion et proposition de directives pour la réalisation du droit au développement.	64–72	26

* L'expert indépendant exprime ses remerciements à Mme Julia Hausermann, fondatrice de Rights and Humanity, et à M. Sridhar Venkatapuram de la Harvard School of Public Health pour leur aide et leurs observations concernant l'établissement du présent rapport.

I. Introduction

1. Dans sa décision 1998/269 du 30 juillet 1998, le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 1998/72 de la Commission des droits de l'homme, a approuvé la recommandation de la Commission visant à créer, compte tenu de la nécessité pressante de faire de nouveaux progrès vers la réalisation du droit au développement exposé dans la Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 de l'Assemblée générale, annexe), un mécanisme de suivi consistant notamment à nommer un expert indépendant chargé de présenter au groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, à chacune de ses sessions, une étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du droit au développement. La première étude (E/CN. 4/1999/WG. 18/2) a été soumise par l'Expert indépendant en juillet 1999 et devait être examinée par le groupe de travail à ses sessions de septembre et de décembre 1999; toutefois, le groupe de travail n'a pas pu tenir de sessions en 1999 et doit se réunir le 18 septembre 2000. Le groupe de travail dispose désormais d'une année de moins pour s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée par la Commission des droits de l'homme. L'Expert indépendant attend de recevoir du groupe de travail des instructions et des suggestions sur la poursuite de ses travaux.

2. Dans sa résolution 54/175 du 17 décembre 1999 concernant le droit au développement, l'Assemblée générale a demandé à l'Expert indépendant de lui présenter à sa cinquante-cinquième session des rapports complets sur les effets de la pauvreté, de l'ajustement structurel, de la mondialisation, de la libéralisation financière et commerciale et de la déréglementation, notamment, sur l'exercice du droit au développement dans les pays en développement. Les questions sur lesquelles l'Expert indépendant doit faire rapport sont très vastes. L'intention n'était manifestement pas de les traiter dans leur totalité dans un seul rapport global, mais de les examiner dans un certain nombre de rapports, en laissant à l'Expert indépendant le choix des sujets traités successivement concernant la réalisation du droit au développement.

3. Conformément à la résolution 54/175 de l'Assemblée générale, l'Expert indépendant se propose de présenter une série de rapports concernant les différentes questions définies dans la résolution, afin que ces derniers puissent être examinés par l'Assemblée générale lors de ses prochaines sessions. Le présent rapport porte sur les questions concernant la pauvreté, sur la façon dont celles-ci interviennent dans les perspectives de mise en œuvre du droit au développement et sur la mesure dans laquelle l'élimination de la pauvreté peut contribuer à la réalisation de ce droit. Le rapport de 1999 sur le droit au développement (E/CN. 4/1999/WG. 18/2) décrivait les caractéristiques fondamentales d'un processus de réalisation du droit au développement et les fondements d'un programme de mise en œuvre de ce droit de façon progressive. L'élimination de la pauvreté est un élément essentiel de ce programme et l'examen des questions concernant la réduction de la pauvreté devrait permettre de faire ressortir clairement la nature et les caractéristiques de la démarche à adopter pour veiller à la réalisation du droit au développement en tant que droit de l'homme. Le présent rapport vise notamment à décrire l'état d'avancement de la mise en œuvre du droit au développement et à énoncer des principes directeurs pour la réalisation progressive de ce droit, selon les principes proposés dans le rapport de 1999 en vue de la réalisation du droit à l'alimentation, du droit à l'éducation primaire et du droit aux soins de santé primaires.

II. Teneur du droit au développement : objectifs à atteindre

4. Dans le rapport de 1999 (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 36 à 46), la teneur du droit au développement était analysée sur la base du texte de la Déclaration sur le droit au développement. Le paragraphe 1 de l'article premier de la Déclaration est ainsi formulé : " Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement ". Dans cet article sont énoncés trois principes : a) il existe un droit inaliénable de l'homme qui est le droit au développement; b) il existe un processus particulier de développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales doivent être pleinement réalisés; c) le droit au développement est un droit de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples doivent pouvoir participer et contribuer à ce processus particulier de développement et en bénéficier. Le premier principe signifie que le droit au développement est un droit de l'homme inaliénable et qu'en tant que tel il ne peut pas être retiré ou monnayé. Selon le deuxième principe, le processus de développement est défini sous l'angle de la réalisation des droits de l'homme, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par les Nations Unies. Selon le troisième principe, le droit au développement est défini sous l'angle du droit d'accéder à ce processus de développement.

5. Ces principes sont développés dans d'autres articles de la Déclaration, comme il est indiqué en détail dans le rapport de 1999. Le premier principe, selon lequel le droit au développement est un droit de l'homme, a désormais acquis une reconnaissance universelle par le biais de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993 (A/CONF. 157/24 (Part I, chap. III)). Au paragraphe 10 de la Déclaration de Vienne, la Conférence mondiale a réaffirmé que le droit au développement était un droit universel et inaliénable, faisant partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine; elle a également affirmé que le caractère universel de ces droits et libertés était incontestable. C'est pourquoi tous les gouvernements, en particulier ceux qui se sont joints au consensus de Vienne, se sont engagés à respecter le droit au développement en tant que droit de l'homme dans toutes leurs décisions et transactions.

6. Avoir un droit signifie pouvoir revendiquer quelque chose de valeur auprès d'autres personnes, des institutions, de l'État ou de la communauté internationale, qui ont alors l'obligation de fournir ou de contribuer à fournir la chose visée. Le lauréat du prix Nobel, Amartya Sen, a décrit ainsi la conception courante des caractéristiques essentielles des droits : " Les droits acquis supposent des devoirs interdépendants. Si une personne A a droit à X, il faut alors qu'il existe un agent, par exemple B, qui a le devoir de fournir X à A "¹. Reconnaître un droit suppose nécessairement la désignation du responsable ayant l'obligation d'appliquer ou de faire respecter ce droit. Toute démarche visant à justifier l'exercice de droits doit être précédée par un énoncé de la nature des éléments de valeur qui sont considérés

¹ Amartya Sen, *Development as Freedom* (Oxford University Press, 1999), p. 227 à 231.

comme dus et, ensuite, par la désignation des agents qui ont le devoir correspondant de veiller à ce que ces droits soient exercés.

7. Dans les débuts de l'histoire du mouvement des droits de l'homme, cette association des droits et des devoirs n'était pas considérée avec suffisamment de souplesse. Les droits n'étaient acceptables que s'ils étaient réalisables, ce qui signifiait qu'ils étaient associés à des devoirs correspondants, et des méthodes particulières étaient imposées pour l'exercice des obligations de la part des responsables. Sen décrit cette association sous l'angle du concept kantien de la "parfaite obligation". Selon les défenseurs du principe selon lequel les droits sont des "obligations parfaites", affirmer que chacun a droit à l'alimentation n'a que peu de sens en l'absence d'une définition des devoirs particuliers de l'agent concerné et des méthodes par lesquelles les responsables doivent s'acquitter de leur obligation.

8. Au fil du temps, cette vision rigide et stricte des droits a laissé la place à une conception plus large des rapports entre droits et devoirs, sous l'angle de ce que Sen décrit comme la vision kantienne des "obligations imparfaites". Au lieu d'associer strictement les droits à des devoirs précis d'agents identifiés, comme l'exprime Sen, "les requêtes sont adressées de façon générale à toute personne qui peut apporter son aide" et les droits deviennent des "normes" de comportement ou d'agissement de la part des agents qui peuvent être d'autres particuliers, l'État ou la communauté internationale et qui ont les moyens de contribuer à la réalisation de ces droits. Toutefois, pour qu'une demande soit reconnue comme un droit, encore faut-il établir la faisabilité de sa réalisation. Une demande non réalisable, aussi légitime soit-elle, peut éventuellement être un but de société, mais n'est pas un droit ou un droit "valable", comme l'entend le philosophe Feinberg. Même dans un monde d'obligations imparfaites, la faisabilité restera à être établie, du moins en principe : il faudra identifier la façon dont les différents agents ayant des devoirs, s'ils agissent de façon coordonnée selon un programme d'action soigneusement conçu, peuvent réaliser ce droit.

9. La faisabilité de principe ne conduit toutefois pas automatiquement à la réalisation elle-même. La réalisation dépend de la volonté de tous les responsables de collaborer selon un programme et certaines procédures contraignantes pour honorer leurs obligations. L'adoption de textes de loi convertissant un droit "valable" en un droit "selon la loi" est l'une de ces procédures, mais n'est pas nécessairement la seule. Il existe de nombreux autres moyens de rendre une décision contraignante pour les différents détenteurs d'obligations. Tel est le cas en particulier si ces derniers sont différents États parties et si les obligations imparfaites ne peuvent pas être réduites à des obligations juridiques. Même s'il n'est pas consacré dans la loi, un droit peut néanmoins être réalisé s'il est possible d'arrêter une procédure en commun pour sa réalisation. En d'autres termes, cette procédure adoptée, qui peut lier toutes les parties juridiquement, moralement ou par convention sociale, est nécessaire pour réaliser un droit valable, c'est-à-dire un droit qu'il est possible de réaliser grâce à l'interaction entre les détenteurs de droits et d'obligations.

10. Reconnaître un droit comme droit de l'homme signifie que celui-ci devient universellement applicable et qu'une norme d'action est établie pour la personne, l'institution ou l'État et la communauté internationale qui est ainsi interpellée. La mise en œuvre de ce droit acquiert un caractère prioritaire dans l'utilisation des ressources et des capacités nationales et internationales et, de plus, l'État et la communauté internationale, ainsi que les autres acteurs de la société, y compris les indivi-

du, ont alors l'obligation d'appliquer ce droit. Il est dit au premier paragraphe de la Déclaration de Vienne : " Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à tous les êtres humains; leur promotion et leur protection incombent au premier chef aux gouvernements ". Réaffirmant l'engagement pris à l'Article 56 de la Charte des Nations Unies d'agir tant conjointement que séparément, la Conférence mondiale, au paragraphe 10 de la Déclaration de Vienne, réaffirme spécifiquement : " Les États devraient coopérer pour assurer le développement et éliminer les obstacles qui s'y opposent. La communauté internationale devrait promouvoir une coopération internationale efficace pour éliminer ces obstacles et réaliser le droit au développement "

11. Le programme défini par l'Expert indépendant pour mettre en œuvre le droit au développement repose sur cet appel à la coopération internationale lancé dans la Déclaration de Vienne qui, par la suite, a repris pratiquement toutes les prescriptions énoncées dans la Déclaration sur le droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986. Dans la Déclaration de 1986, le devoir de coopération de la communauté internationale était fondé sur les Articles 56 et 57 de la Charte des Nations Unies, qui a le statut juridique d'un instrument international. Dans la Déclaration de 1986, le droit au développement est défini à l'article premier comme un droit de l'homme, puis les obligations et devoirs correspondants sont énoncés très clairement pour les différents agents, comme il est indiqué dans le rapport de 1999 de l'Expert indépendant (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 40 à 43). Par exemple, selon le paragraphe 2 de l'article 2 de la Déclaration de 1986, " Tous les êtres humains ont la responsabilité du développement individuellement et collectivement " Ils doivent prendre les décisions nécessaires, compte tenu " des exigences du plein respect de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales et eu égard à leurs devoirs envers la communauté " . Les individus doivent agir à la fois de façon individuelle et en tant que membres de leurs collectivités ou communautés et ont à leur égard des devoirs dont ils doivent s'acquitter dans la promotion du droit au développement.

12. Aux termes de l'article 3 de la Déclaration de 1986, " Les États ont la responsabilité première de la création des conditions nationales et internationales favorables à la réalisation du droit au développement ". La responsabilité des États complète celle des individus et concerne essentiellement la création des conditions favorables à la réalisation du droit au développement et non pas nécessairement la réalisation concrète du développement. Les décisions des États nécessaires à la création de ces conditions sont ensuite précisées dans les différents articles, qu'il s'agisse de décisions nationales ou internationales. Au niveau national, il est indiqué au paragraphe 3 de l'article 2 que " Les États ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées " . Selon l'article 8, les États doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour la réalisation du droit au développement et doivent encourager dans tous les domaines la participation populaire. En outre, conformément à l'article 6, les États doivent prendre des mesures " pour éliminer les obstacles au développement résultant du non-respect des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels ", la mise en application, la promotion et la protection de ces droits étant essentielles pour la réalisation du droit au développement puisque " tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants "

13. Pour ce qui est de l'obligation des États d'agir au niveau international, la Déclaration de 1986 affirme clairement l'importance cruciale de la coopération inter-

nationale. Selon le paragraphe 3 de l'article 3, les États ont le devoir " de coopérer les uns avec les autres pour assurer le développement et éliminer les obstacles au développement " et doivent s'acquitter de leurs devoirs de façon à promouvoir un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité souveraine, l'interdépendance et l'intérêt commun. Ce principe est réitéré à l'article 6 où il est dit que " tous les États doivent coopérer afin de promouvoir, d'encourager et de renforcer le respect universel et effectif de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales ". Selon l'article 7, Tous les États doivent promouvoir la paix et la sécurité internationales ainsi que le désarmement complet, en assurant que les ressources ainsi libérées soient employées pour le développement global, en particulier celui des pays en développement.

14. Point très important, l'article 4 dispose catégoriquement que les États ont le devoir de prendre, séparément et conjointement, des mesures pour formuler des politiques internationales de développement en vue de faciliter la réalisation du droit au développement. Selon cet article, une telle action soutenue est indispensable pour assurer un développement rapide des pays en développement. Il est indiqué dans la suite du même article qu'en complément des efforts que les pays en développement accomplissent, " une assistance internationale efficace est essentielle pour donner à ces pays les moyens de soutenir un développement global " . La signification de cette disposition apparaît plus clairement si elle est lue conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2, selon lequel les États ont non seulement le devoir mais également le droit de formuler des politiques de développement national appropriées et les autres acteurs de la communauté internationale ont le devoir de faciliter ce processus. De toute évidence, dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance accrue, les États à eux seuls n'ont pas toujours les moyens de formuler et d'appliquer des politiques dans ce sens sans la coopération des autres États et des institutions internationales.

III. Le droit au développement en tant que droit à un processus de développement

15. La Déclaration de 1986 précise également la nature du droit qui est défini comme droit de l'homme à l'article premier, en tant que droit à un processus particulier de développement. Les pays peuvent se développer d'un grand nombre de manières différentes – forte augmentation du PIB, industrialisation rapide ou croissance suscitée par les exportations -, ce qui peut donner lieu à des inégalités croissantes, à des disparités régionales ou internationales et une fluctuation de l'emploi entraînant une sécurité sociale insuffisante et une concentration des richesses et du pouvoir économique, sans réduction correspondante de la pauvreté ni amélioration des indicateurs sociaux dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'égalité des sexes ou de la protection de l'environnement. Fait plus important, il se peut qu'un pays se développe en termes conventionnels sans réaliser de progrès dans le respect des droits civils et politiques ou dans l'équité et la justice sociale. Ces modes de développement ne peuvent pas être considérés comme faisant partie du processus de développement en tant que droit de l'homme protégé par la Déclaration de 1986. Seul le processus de développement dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont pleinement réalisés peut être un droit de chaque être humain et un droit de l'homme universel.

16. Le processus de développement “ dans lequel tous les droits de l’homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés ” est décrit dans plusieurs articles de la Déclaration de 1986 comme objectif des politiques de développement ou des mesures nécessaires pour réaliser le droit au développement. Par exemple, selon le paragraphe 3 de l’article 2, ce processus de développement doit consister en “ l’amélioration constante du bien-être de l’ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent ” Il est indiqué plus précisément à l’article 8 que la réalisation du droit au développement devrait assurer “ l’égalité des chances de tous dans l’accès aux ressources de base, à l’éducation, aux services de santé, à l’alimentation, au logement, à l’emploi et à une répartition équitable du revenu ”, et qu’il importe de procéder à “ des réformes économiques et sociales appropriées ” en vue d’éliminer toutes les injustices sociales; en outre, il convient d’assurer “ une participation active des femmes au processus de développement ”.

17. Le rapport de 1999 décrit en détail la nature du processus de développement qui est revendiqué en tant droit de l’homme. Étant donné qu’il s’agit d’un processus “ dans lequel tous les droits de l’homme et toutes les libertés fondamentales ” doivent être réalisés, celui-ci est intimement lié à la réalisation des droits civils et politiques et à la libre participation à la fois au processus de prise de décisions et à la jouissance des fruits du développement dans tous les domaines, objectif qui ne peut être atteint si les droits civils et politiques ne sont pas respectés. En outre, le concept de processus de développement est ancré dans le respect des principes de l’équité et de la justice sociale. L’ensemble du mouvement pour les droits de l’homme est fondé sur l’égalité de traitement de chaque être humain, l’égalité des chances et le respect de la justice. Le mouvement qui a conduit à la formulation du droit au développement avait également pour but, à l’origine, d’instaurer un ordre économique international plus égalitaire. Le clivage Nord-Sud des années 70 et 80 a probablement perdu beaucoup de son ampleur à l’heure actuelle, ce qui nécessite une réflexion entièrement nouvelle concernant le nouvel ordre économique international. Toutefois, le désir de réaliser l’équité et la justice sociale demeure la motivation fondamentale dans toute lutte pour les droits de l’homme et doit être nécessairement pris en compte dans tout programme visant la réalisation du droit au développement.

18. Ainsi, la réalisation du droit au développement dépasse largement le simple développement humain. Le concept même de développement humain représente une avancée considérable par rapport au concept précédent de développement fondé sur l’augmentation des richesses et de la production matérielle ou du produit intérieur brut (PIB). Les indicateurs d’ensemble du développement humain, tels que l’indice du développement humain utilisé par le PNUD, combinent en général le PIB avec certaines évaluations simples du niveau de santé et d’éducation, sous forme notamment d’espérance de vie et d’alphabétisme ou de durée de la scolarité. Ils n’indiquent pas, toutefois, comment ces indices sont améliorés ou comment ils permettent de réaliser les droits de l’homme. Certaines questions concernant l’équité et la justice ainsi que les libertés fondamentales sont parfois traitées dans le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, mais ces questions sont rarement à la base des décisions ou des programmes visant à améliorer le développement humain.

19. La notion de développement humain et la notion de droits de l’homme sont fondamentalement complémentaires. Aborder le développement sous l’angle des

droits de l'homme peut être considéré comme visant à orienter le développement humain vers la réalisation des droits de l'homme. Cette démarche est définie dans la Déclaration de 1986 ainsi que dans d'autres résolutions adoptées ultérieurement par les instances internationales comme un processus relevant de la participation, de la responsabilité et de la transparence, caractérisé par l'équité dans la prise de décisions et le partage des bénéfices ou des résultats obtenus, contribuant également au respect de tous les droits civils et politiques. Les objectifs du développement sont fixés en fonction des droits qui reviennent aux intéressés et que les détenteurs d'obligations doivent protéger et promouvoir, dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme fondées sur l'équité et la justice. Dans le rapport de 1999 (E/CN. 4/1999/WG. 18/2), il est fait référence aux droits qui doivent être respectés et aux droits de l'homme qui découlent de la dignité humaine et qui sont fondés sur l'équité ou sur la notion d'égalité de tous les êtres humains. L'équité dans ce sens est étroitement liée à la justice ou aux principes d'une société juste, et le développement conçu sous l'angle des droits de l'homme doit tendre à ce que la réalisation des droits améliore l'équité et la justice.

20. Dans le rapport de 1999 (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 31), il est indiqué ce qui suit : “ L'un des avantages qu'il y a à approcher le développement sous l'angle des droits de l'homme est que cela attire l'attention sur les populations qui sont à la traîne dans la jouissance de ces droits et que cela incite à prendre des mesures volontaristes en leur faveur. La doctrine des droits de l'homme parle souvent à ce propos de favoriser les groupes sociaux les plus pauvres ou les plus vulnérables. En théorie, il y aurait là une application des principes de différence rawlsiens, selon lesquels l'action doit se faire pour le plus grand avantage possible des plus défavorisés, quelles qu'en soient les conséquences pour les autres ”². En conséquence, la réduction de la pauvreté est la contribution la plus importante qui peut être apportée à l'instauration de l'équité et de la justice. Tout progrès dans le développement humain, réalisé avec participation, responsabilité et transparence et de manière non discriminatoire, contribuant à l'équité et à la justice en réduisant la pauvreté, se situera dans l'approche du développement axée sur les droits de l'homme.

21. Toutefois, l'adoption d'une telle conception du développement ne signifie pas la réalisation du droit au développement. Par exemple, si la réduction de la pauvreté ou l'amélioration du sort des couches les plus vulnérables ou les plus pauvres de la population satisfait à un certain indice de justice, il faudra, pour réaliser le droit au développement, considéré comme un droit à un processus de développement, examiner les éléments qui entrent dans la dynamique de la réduction durable de la pauvreté et du progrès du développement humain. Le PIB, l'éducation et la santé, trois variables fondamentales des indices du développement humain, sont également les trois variables les plus importantes de la réduction durable de la pauvreté et de la réalisation du droit au développement, en tant que droit à un processus de développement. En fait, selon le contexte, il peut exister plusieurs variables interdépendantes permettant de mesurer la réalisation du droit visé.

22. Le droit au développement en tant que droit à un processus de développement n'est pas simplement un droit général ou la somme d'un ensemble de droits. Il s'agit du droit à un processus qui accroît les capacités ou la liberté des individus d'améliorer leur bien-être et d'accéder à ce qu'ils recherchent. Il est possible pour les individus de réaliser plusieurs des droits séparément, tels que le droit à

² John Rawls, *A Theory of Justice* (Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1971).

l'alimentation, le droit à l'éducation ou le droit au logement. Il est également possible de réaliser ces droits séparément en suivant l'approche axée sur les droits de l'homme, c'est-à-dire dans la transparence, la responsabilité et la participation et de façon non discriminatoire, y compris même dans l'équité et la justice. Il est même concevable que le droit au développement ne soit pas réalisé dans le cadre d'un processus en vertu duquel tous les droits sont interdépendants et situés dans le cadre d'un processus durable. De même, des séries de mesures peuvent être élaborées sur la base de rapports entre différents droits, permettant de mettre en place un processus propre à faciliter la réalisation de ces droits, mais ne conduisant pas nécessairement à leur réalisation effective. Le processus est à distinguer des résultats auxquels il conduit. La réalisation des différents droits (droits civils et politiques et droits économiques, sociaux et culturels) peut être le résultat spécifique de plusieurs séries de mesures, mais le droit de bénéficier de ces résultats est très différent du droit au processus qui y conduit.

23. Un processus suppose l'interaction de différents éléments. Celle-ci peut se concevoir dans la durée, en termes de suite de faits survenus aujourd'hui et qui surviendront demain, ainsi que dans un moment particulier donné, ou en termes d'action réciproque de diverses tranches d'éléments qui sont liées entre elles de sorte que la valeur d'un élément particulier dépend de la valeur des autres éléments. Dans le rapport de 1999 (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 67), le droit au développement est considéré comme un " vecteur " composé de différents éléments, notamment le droit à l'alimentation, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit au logement et d'autres droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que tous les droits civils et politiques, auxquels s'ajoutent les taux de croissance des ressources représentatives telles que la consommation par habitant, la production et l'emploi.

24. Ce vecteur comporte deux caractéristiques essentielles. Tout d'abord, chacun des éléments ou des droits doit être réalisé selon l'optique fondée sur les droits exposée ci-dessus. Ainsi, le droit au développement dans son ensemble devra également être réalisé avec transparence, responsabilité et participation et de façon non discriminatoire, ainsi que dans l'équité et la justice. Deuxièmement, tous les éléments sont interdépendants, ce qui signifie que le degré de réalisation d'un droit, par exemple le droit à la santé, dépend du degré de réalisation d'autres droits, en l'occurrence du droit à l'alimentation, du droit au logement, du droit à la liberté et à la sécurité de la personne ou du droit à la liberté d'expression, y compris à la liberté de l'information. De même, la réalisation de tous ces droits de façon durable dans le temps dépend des taux de croissance de la consommation par habitant, de la production et de l'emploi. Ces dernières variables économiques non seulement déterminent le montant des ressources consacrées à la réalisation des différents droits, mais influent également sur la façon dont ils sont réalisés, sur leur progression et sur leur évolution selon le lieu et dans le temps.

25. La conception du droit au développement en tant que vecteur de droits et de ressources a une autre incidence cruciale sur le processus de réalisation de ce droit. Les progrès dans la réalisation du droit au développement ou l'accroissement de la valeur du vecteur seront incontestables si tous les éléments du vecteur s'améliorent, ou si au moins l'un d'entre eux s'améliore et aucun autre ne se détériore. Si tel n'est pas le cas et si certains éléments s'améliorent et certains autres se détériorent, ou si certains droits progressent et certains autres sont violés, l'amélioration globale du droit au développement dans son ensemble dépendra de la valeur relative des droits, selon leurs intérêts comparés. Toutefois, lorsque les droits sont tous des droits de

l'homme, cette comparaison d'intérêts n'est pas possible car tous les droits de l'homme sont considérés comme inviolables et aucun d'entre eux n'est estimé supérieur ou plus essentiel qu'un autre. En conséquence, si l'un quelconque des droits est violé alors que tous les autres progressent sur la voie de la réalisation, il ne sera pas possible de considérer que l'exercice du droit au développement a progressé. Pour ce qui est des ressources, certaines priorités relatives peuvent être accordées à leurs éléments constitutifs, par exemple la consommation par habitant, la production et l'emploi, selon la nature de leurs rapports dans l'économie. Toutefois, l'impact combiné de ces éléments, qui régit le montant des ressources à attribuer pour la réalisation des droits, doit sans cesse s'accroître à un rythme soutenu pour permettre des progrès constants dans la réalisation du droit au développement. En bref, la condition requise pour faire avancer la réalisation du droit au développement et qu'au moins certains droits puissent être de plus en plus réalisés alors qu'aucun autre ne souffre de détérioration dans sa réalisation ou est violé, qu'il s'agisse des droits civils ou politiques ou de tout autre droit économique, social ou culturel, et que les ressources globales augmentent régulièrement.

IV. Réalisation du droit au développement

26. Dans le rapport de 1999, un programme pour la réalisation du droit au développement a été suggéré (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 57 à 80) et le Groupe de travail souhaitera peut-être examiner ce programme en détail. Le Groupe de travail souhaitera peut-être aussi examiner d'autres programmes. Néanmoins, il restera nécessaire d'examiner les caractéristiques fondamentales de tout programme de réalisation du droit au développement en tant que droit à un processus de participation au développement. Ces caractéristiques peuvent être ainsi résumées :

a) La mise en œuvre du droit au développement devrait être considérée dans l'optique d'un plan ou d'un programme global de développement dans lequel certains ou la plupart des droits sont réalisés et aucun droit n'est violé. En outre, l'économie devrait progresser de façon durable et des ressources accrues devraient être consacrées à la réalisation de ces droits, de même que la structure de la production et de la distribution facilitant cette réalisation devrait être améliorée; ce dernier point concernant l'amélioration de la structure de production et de distribution peut être important pour veiller à une plus grande équité dans une économie en expansion;

b) La mise en œuvre de chacun des droits ne peut pas être un exercice isolé et il convient de mettre en place des plans ou des projets pour la réalisation des autres droits, compte tenu des considérations de temps et dans le respect de la concordance entre les secteurs;

c) La mise en œuvre du plan d'ensemble et la réalisation des droits individuels doivent être entrepris conformément à l'approche du développement tenant compte des droits de l'homme, c'est-à-dire dans la transparence, la responsabilité et la participation, et de façon non discriminatoire ainsi qu'avec équité et justice; cette condition signifie dans la pratique que les plans sont formulés et mis en œuvre sur le terrain avec la participation des bénéficiaires à l'adoption et à l'application des décisions, ainsi que dans le but d'un partage équitable des avantages; en bref, la planification doit permettre de doter les bénéficiaires des moyens dont ils ont besoin.

d) Les rapports d'interdépendance des différents éléments du droit au développement doivent être déterminés par les institutions économiques, politiques, sociales et juridiques, selon les règles et les procédures de leur fonctionnement; un processus de développement associé au développement humain et ouvrant davantage de possibilités, dans l'équité et la justice, entraînera souvent la nécessité de modifications fondamentales de ces institutions; dans ces circonstances, la réalisation du droit au développement supposera une modification de la structure institutionnelle, dont la responsabilité passera souvent des institutions nationales aux institutions internationales;

e) Si les bénéficiaires du droit au développement doivent être les peuples et les individus des pays en développement, comme il est indiqué dans la Déclaration de 1986, les obligations dans ce domaine reviennent essentiellement aux États et à la communauté internationale ainsi qu'aux autres membres de la société civile nationale et internationale; il faudra alors énoncer les politiques que les États parties et la communauté internationale, composée des institutions internationales, des pays donateurs et des gouvernements d'autres pays, ainsi que des sociétés multinationales, doivent mener pour s'acquitter de ces obligations visant à mettre en œuvre ces droits.

27. La responsabilité première de la mise en œuvre du droit au développement revient aux États, comme il est indiqué clairement dans la Déclaration de 1986. Les bénéficiaires doivent être les individus. La communauté internationale a le devoir de coopérer pour permettre aux États parties de s'acquitter de ces obligations. Or, lorsque la réalisation du droit au développement est considérée comme non pas la réalisation de quelques droits isolés, mais comme la mise en œuvre de tous les droits ou de la plupart d'entre eux d'une façon planifiée, accompagnée d'une croissance suffisamment élevée et durable et d'une modification de la structure de l'économie, l'importance de la coopération internationale apparaît encore plus évidente. Un État partie peut être en mesure d'assurer la mise en œuvre d'un droit ou de plusieurs droits, par exemple du droit à l'éducation ou du droit aux soins de santé primaires, considérés isolément, en apportant certaines modifications au cadre juridique et en redistribuant les ressources dont dispose le pays, mais les États individuels risquent de ne pas pouvoir mettre à exécution un plan de développement comportant des changements constitutionnels fondamentaux sans l'aide substantielle ou la coopération de la communauté internationale.

28. La plupart des pays en développement manquent cruellement de ressources et ne disposent pas de moyens suffisants leur permettant d'atteindre un niveau de croissance économique ou un niveau de vie suffisamment élevé, indépendamment de la réalisation des droits, qui supposerait une transformation de l'ensemble de la structure de l'économie. Ils ont besoin de l'aide et de la coopération de la communauté internationale, non seulement pour obtenir les ressources qui leur font défaut sur le plan interne, mais également pour opérer les changements institutionnels imposés par les règles de fonctionnement de l'économie internationale, qui sont nécessaires pour permettre aux pays les moins avancés de tirer profit des bénéfices des transactions commerciales internationales, des flux financiers, des transferts de technologie et des communications. Avec la mondialisation accrue, la plupart des États parties n'ont plus la liberté d'adopter des politiques indépendantes. Les changements qui surviennent dans l'économie internationale et dans les marchés internationaux et les opérations institutionnelles mondiales peuvent en un très court laps de temps éliminer les bénéfices résultant de la réalisation d'un droit particulier. Il ris-

que également d'être impossible pour les États de concevoir un plan ou un programme visant à réaliser le droit au développement sans s'appuyer spécifiquement sur la coopération internationale.

29. Le mouvement pour le droit au développement a été engagé par les pays en développement en tant que revendication de leur part auprès de la communauté internationale. Il a été associé au mouvement pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international dans lequel les pays en développement prendraient part équitablement au processus de prise de décisions des instances économiques internationales et auraient une part égale des bénéfices tirés de toutes les transactions économiques internationales. Le monde apparaissait comme étant essentiellement divisé entre le Nord et le Sud, les pays industrialisés opposés aux pays en développement et les pays du bloc soviétique appuyant subsidiairement, de façon générale, les pays du Sud. Le droit au développement, outre qu'il était considéré comme un droit des pays en développement à un traitement équitable dans toutes les opérations internationales, a été axé essentiellement sur le transfert de ressources et le traitement potentiel de ces pays dans les opérations commerciales et financières internationales.

30. Le langage tenu par les pays en développement à cette époque a largement perdu de son actualité aujourd'hui. Le monde n'est plus aussi nettement divisé entre le Nord et le Sud, la guerre froide a pris fin et le bloc soviétique s'est désintégré. Toutefois, malgré les différences considérables existant entre les intérêts des divers pays en développement, dues à leurs niveaux différents de développement, la nature essentielle de leur dépendance à l'égard de la coopération internationale ne s'est pas modifiée, sauf dans le cas de quelques économies nouvellement industrialisées. La plupart des pays en développement manquent encore de ressources et sont tributaires de transferts substantiels de ressources des pays industrialisés pour maintenir le niveau de leurs ressources nationales. Un grand nombre d'entre eux sont pris au piège de la dette et ne peuvent y échapper sans la coopération internationale. Nombre de ces pays doivent encore se doter de mécanismes institutionnels spéciaux pour stabiliser les prix de leurs produits de base ou leurs recettes d'exportation fluctuantes. Un certain nombre d'entre eux devraient encore bénéficier de traitement préférentiel leur permettant d'avoir accès aux marchés des pays industrialisés. Encore aujourd'hui, une grande partie de leurs exportations sont soumises à des barrières tarifaires et non tarifaires sur les marchés industrialisés protégés. En outre, la structure du système financier international dissuade toujours les flux de capitaux privés vers les pays dont les revenus sont les plus faibles et toute perturbation extérieure peut provoquer des réactions de panique sur le marché international des capitaux, entraînant une fuite des capitaux à l'extérieur de la plupart des pays en développement. Les pays en développement doivent toujours s'appuyer sur la coopération internationale pour pouvoir faire face à de tels problèmes.

31. Cette coopération internationale ne peut pas être considérée uniquement en termes de transfert de ressources. Pour de nombreux pays, afin d'atteindre un grand nombre des objectifs liés au droit au développement, une utilisation plus rationnelle des ressources existantes peut être plus importante que l'acquisition de ressources supplémentaires. S'agissant d'un grand nombre de projets de développement axés sur les droits, la transparence et la responsabilisation qui en découlent peuvent être rentables en termes de dépenses publiques et peuvent contribuer à réduire sensiblement la nécessité d'une importante aide étrangère. Ce fait ne signifie pas néanmoins qu'il n'est pas nécessaire d'accroître le transfert de ressources des pays développés

vers les pays en développement. Les ressources sont encore largement insuffisantes dans la plupart des pays en développement, en particulier dans des pays les plus pauvres qui ne bénéficient d'aucun effort de capitaux privés. Il est peut-être désormais souhaitable de rendre l'utilisation de l'aide plus efficace, notamment en orientant des flux accrus de capitaux privés vers de nombreux pays à faible revenu, mais il n'est pas souhaitable de réduire le niveau de ces apports de capitaux.

32. Dans une économie de plus en plus mondialisée, la coopération internationale devra prendre un grand nombre de formes différentes pour contribuer à régler les problèmes mentionnés ci-dessus : il faudra, par exemple, résoudre le problème de la dette, faire baisser les prix des produits de base et réduire l'instabilité des recettes d'exportation, limiter le protectionnisme des pays développés et remédier aux lacunes du système financier international. Il subsiste, en outre, de grandes insuffisances dans le domaine technologique, et de graves menaces pèsent sur l'environnement. Si ces problèmes ne sont pas réglés, les gouvernements des pays en développement n'auront pas les moyens de mettre en œuvre des plans ou des mesures efficaces leur permettant de réaliser le droit au développement.

33. Les pays en développement restent globalement responsables de la mise en œuvre du droit au développement, selon une approche axée sur les droits de l'homme, même si la coopération internationale n'atteint pas le niveau souhaité. La responsabilité des États dans ce domaine reste entière. Les États doivent promulguer des lois, adopter des mesures appropriées, entreprendre des actions publiques, formuler des plans donnant aux bénéficiaires les moyens d'agir au niveau local, attribuer des fonds et restructurer la production dans le but de promouvoir l'équité et la croissance durable, quelles que soient les ressources dont il dispose dans un contexte donné de coopération internationale. Si le niveau de cette coopération internationale augmente, les États pourront agir plus efficacement. Ces derniers ne doivent cependant pas attendre cette augmentation sans faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre en œuvre le droit au développement et protéger, promouvoir et faciliter l'exercice de tous les droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels.

34. La communauté internationale a également le devoir impératif de coopérer pour la mise en œuvre du droit au développement et il est indispensable qu'un consensus se dégage autour d'un cadre de coopération internationale permettant aux États parties, avec l'aide de la société civile, de réaliser le droit au développement pour toutes les populations des pays en développement. La réalisation du droit au développement étant un processus, elle doit se faire par étapes, dans un cadre donné et progressivement dans divers domaines, selon la disponibilité des ressources financières, techniques et institutionnelles.

35. Dans le rapport de 1999, l'Expert indépendant a présenté une proposition visant à instituer un contrat international de responsabilité réciproque entre les États parties et la communauté internationale (E/CN. 4/1999/WG. 18/2, par. 69 à 76). Il a ensuite proposé d'œuvrer, pour commencer, à la réalisation de trois droits : le droit à l'alimentation, le droit à l'éducation primaire et le droit aux soins de santé primaires. Ces trois droits ont été choisis car ils font partie intégrante du droit à la vie et ils sont considérés comme facilement applicables, étant donné la somme considérable de travaux déjà réalisés dans ce domaine par plusieurs institutions internationales. Il serait également possible dans ce cadre qu'un pays donné choisisse de mettre l'accent sur la réalisation d'un autre droit, à condition qu'il s'appuie sur le contrat

international et que l'action soit menée dans le cadre d'un plan de développement visant à réaliser tous les droits mentionnés ci-dessus.

36. Il serait également possible que l'État concerné, au lieu d'entreprendre la mise en œuvre d'un plan général de développement, concentre ses efforts sur un programme d'élimination de la pauvreté. Le développement général de l'économie pourrait être laissé aux forces du marché, sans grande intervention des dirigeants, à l'exception de certaines incitations ou mesures visant à encourager les investissements dans l'infrastructure. L'État pourrait alors se consacrer essentiellement à l'élimination de la pauvreté dans le cadre d'un plan de développement axé sur les droits de l'homme.

37. S'il est possible de susciter une volonté accrue de coopération internationale en faveur de l'élimination de la pauvreté, cette approche pourrait être utile à la réalisation du droit au développement. L'élimination de la pauvreté correspond à une approche fondée sur les droits de l'homme car l'amélioration du bien-être des groupes les plus vulnérables de la population répond aux critères de l'équité et de la justice mentionnés plus haut. Selon ce système de justice, si les 30 à 40 % de la population qui sont les plus pauvres voient leur sort s'améliorer, peu importe la situation des autres couches plus riches de la population. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de poser la question de savoir si le libre jeu des forces du marché suffira à assurer le bien-être des couches les plus aisées de la population. Le seul problème dont il faut tenir compte est de savoir si une dépendance excessive à l'égard des forces du marché ne risque pas de créer des conditions conduisant à une crise économique et financière qui pourrait subitement avoir des effets néfastes sur la nature de la pauvreté ou faire davantage de pauvres. La coopération internationale, consistant, par exemple, à prévoir un prêteur de dernier recours ou à mettre en place une facilité de financement pour imprévus, devrait être suffisamment importante pour permettre de faire face à ces problèmes. Toute l'entente et la volonté suscitée par de tels arrangements pourrait être concentrée sur des programmes d'élimination de la pauvreté.

38. L'approche de l'Expert indépendant serait toujours applicable dans le contexte de l'élimination de la pauvreté en tant que mesure visant la réalisation du droit au développement. La pauvreté revêt au moins deux aspects : le premier est lié au revenu et concerne le pourcentage de la population d'un pays donné qui survit en dessous d'un niveau minimum de revenu ou de consommation. Le deuxième aspect concerne la capacité des couches pauvres de sortir de la pauvreté de façon durable en ayant plus facilement accès aux services dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de la nutrition. Dans ce contexte, l'application de politiques visant à réaliser le droit à l'alimentation, le droit à la santé et le droit à l'éducation dans le cadre de la coopération internationale par le biais d'un contrat international serait parfaitement compatible avec la mise en œuvre d'un programme de réduction de la pauvreté liée au revenu. La formulation et la mise en œuvre de toutes les mesures ainsi prévues doivent être fondées sur une approche axée sur les droits de l'homme, garantissant la transparence, la responsabilité, la participation et la non-discrimination, ainsi que l'équité dans la prise de décisions et le partage des bénéfices, c'est-à-dire sur une approche visant à doter les bénéficiaires des couches pauvres des moyens nécessaires.

V. Élimination de la pauvreté et réalisation du droit au développement

39. Au cours des années 90, grâce aux travaux de plusieurs conférences internationales et aux initiatives adoptées par divers organismes internationaux et pays donateurs un consensus mondial a pu se dégager en faveur de l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en juin 1993, a reconnu que le droit au développement était un droit de l'homme et invité les États et la communauté internationale à remplir l'obligation qui leur incombe de permettre aux individus et aux peuples des pays en développement de jouir de ce droit. Par la suite, la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1994, a adopté d'importants programmes traitant de la population et du développement sous l'angle des droits de l'homme. Ces programmes ont été affinés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995, où les États ont réaffirmé l'engagement qu'ils avaient pris de respecter les droits des femmes, d'éliminer la discrimination et de garantir l'égalité de traitement dans le cadre plus large d'un agenda pour le développement. Au Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, les chefs d'État ou de gouvernement ont souscrit à une conception du développement social fondée sur la dignité humaine, les droits de l'homme et l'égalité. Cinq ans plus tard, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue à Genève du 26 au 30 juin 2000, intitulée " Sommet mondial pour le développement social : le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation " , l'exécution du programme d'action de 1995 a été examinée et d'autres mesures et initiatives ont été adoptées pour honorer les engagements pris à Copenhague. C'est là, au Sommet mondial de 1995 pour le développement social, que les dirigeants du monde ont pris l'engagement de créer un environnement qui permette aux hommes de parvenir au développement social. À cette fin, ils se sont engagés, au niveau international, à favoriser " tous les droits de l'homme, qui sont universels, indissociables, interdépendants et liés entre eux, notamment le droit au développement, droit universel et inaliénable faisant partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine, et [à veiller] à ce qu'ils soient respectés, protégés et observés " ³.

40. Comme suite à ce sommet, en 1996, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a proposé de forger un partenariat mondial pour le développement en vue d'atteindre les objectifs suivants : réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2015; assurer une éducation primaire à tous les habitants de tous les pays en 2012; réduire des deux tiers les taux de mortalité des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans et des trois quarts les taux de mortalité maternelle d'ici à 2015; enfin, progresser notablement vers l'égalité entre les sexes et le renforcement de l'autonomie des femmes en supprimant toute discrimination entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1998/44 du 31 juillet 1998, a noté les efforts faits pour atteindre ces objectifs ainsi que celui consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 la

³ Voir l'engagement 1, alinéa n) de la Déclaration de Copenhague sur le développement social (*Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 96. IV. 8), chap. I, résolution 1, annexe I, sect. C).

proportion des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Le Sommet mondial pour le développement social tenu à Genève en juin 2000, notant que dans de nombreux pays, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté avait en fait augmenté depuis 1995, a réaffirmé l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre des pauvres d'ici à 2015.

41. Parmi les mesures classiques de la pauvreté, l'indice dit de dénombrement par tête est l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour estimer le nombre de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté dans chaque pays. Si l'on fixe celui-ci à 1 dollar des États-Unis par jour (en parités de pouvoir d'achat de 1985), il y avait selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 915,9 millions de personnes (Chine non comprise) vivant en deçà du seuil de pauvreté en 1990. Ce nombre est passé à 985,7 millions en 1998. Le nombre total de pauvres dans le monde, toutefois, a baissé pendant cette période en raison de la diminution sensible – de près de 40 % – du nombre de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté en Chine. Même ainsi, on compte toujours aujourd'hui environ 1,2 milliard de personnes vivant dans une pauvreté abjecte.

42. On trouvera au tableau 1 des estimations du pourcentage de personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, par région, pour certaines années de la période 1987-1998.

Tableau 1

Proportion estimée de personnes ayant moins de 1 dollar par jour pour vivre, par sous-région, pour certaines années de la période 1987-1998

Sous-région	Proportion de la population couverte par au moins une étude (pourcentage)	Indice de dénombrement par tête (pourcentage)				
		1987	1990	1993	1996	1998
Asie orientale et Pacifique (Chine non comprise)	90,8 71,1	26,6 23,9	27,6 18,5	25,2 15,9	14,9 10	15,3 11,3
Europe orientale et Asie centrale	81,7	0,2	1,6	4	5,1	5,1
Amérique latine et Caraïbes	88	15,3	16,8	15,3	15,6	15,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	52,5	4,3	2,4	1,9	1,8	1,9
Asie méridionale	97,9	44,9	44	42,4	42,3	40
Afrique subsaharienne	72,9	46,6	47,7	49,7	48,5	46,3
Total	88,1	28,3	29	28,1	24,5	24
Total (Chine non comprise)	84,2	28,5	28,1	27,7	27	26,2

Source : Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1999/2000 (New York Oxford University Press, 2000).

(Voir suite des notes du tableau 1 page suivante)

(Suite des notes du tableau 1)

Note : Les chiffres sont le produit d'estimations faites à partir des pays de chaque région pour lesquels on disposait d'au moins une étude portant sur la période 1985-1998. La proportion de la population couverte par ces études est donnée dans la colonne 1. Leur date d'établissement ne coïncide souvent pas avec les dates figurant dans le tableau. Afin de les faire correspondre aux dates ci-dessus, les estimations ont été ajustées en appliquant le taux de croissance de la consommation tiré de la comptabilité nationale à l'étude disponible la plus récente concernant chaque pays. En partant de l'hypothèse que l'échantillon de pays couverts par les études est représentatif de la région dans son ensemble, le nombre de pauvres est ensuite estimé par région. Cette hypothèse est évidemment la moins solide dans les régions où il y a eu le moins d'études. L'indice de dénombrement par tête est le pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté. On peut aussi trouver de plus amples détails sur les données et la méthodologie retenue dans l'ouvrage de Shashua Chen et Martin Ravallion, "Global poverty measures 1987-1998 and projections for the future" (Washington, Banque mondiale), à paraître.

43. Le tableau 1 montre que les pays qui ont le mieux réussi en matière de réduction de la pauvreté dans la période 1987-1998 sont ceux d'Asie orientale et du Pacifique, y compris la Chine, ainsi que les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. D'après la Banque mondiale⁴, la plus grande partie de ces acquis ont été réalisés avant la crise financière de 1997-1998 et les données découlant des études nationales laissent penser qu'il y a eu depuis une forte augmentation de la pauvreté dans certains de ces pays. Même en Chine, le rythme de réduction de la pauvreté s'est ralenti après 1996.

44. En deuxième position viennent les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, qui ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole. Cependant, si l'on fixait le seuil de pauvreté à 2 dollars par jour, ce qui pourrait être considéré comme plus raisonnable s'agissant des pays à revenu moyen, le pourcentage de la population du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui vivait sous le seuil de pauvreté en 1998 serait de 22 %. Ce serait tout autre chose que les 2 % seulement que l'on obtient lorsque l'on retient le chiffre de 1 dollar par jour, qui, d'après la Banque mondiale, devrait être le seuil de l'extrême pauvreté.

45. L'Asie méridionale, où sont concentrés la plupart de pauvres du monde, a fait très peu de progrès en matière de réduction de la pauvreté au cours de cette période, les taux de pauvreté étant passés de 44,9 % en 1987 à seulement 40 % en 1998. Cela, malgré le fait qu'en Asie méridionale le produit national brut (PNB) a augmenté au taux annuel moyen de 4,9 % de 1965 à 1998, c'est-à-dire à un rythme plus élevé que le taux de croissance du PNB des pays d'Amérique latine (3,5 %), du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (3,1 %) et d'Afrique subsaharienne (2,6 %), mais moins soutenu que celui des pays d'Asie orientale (7,5 %).

46. En Amérique latine, malgré toute la croissance des années 90, le taux de pauvreté s'est maintenu à environ 15-16 %. Ce taux grimpe à environ 36 % si l'on place le seuil de pauvreté à 2 dollars par jour. Il est un cas difficile, celui de l'Europe et de l'Asie centrale où, en 1990, il y avait très peu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour). En 1998, cependant, plus de 24 millions d'individus, soit 5 % de la population, avaient moins de 1 dollar par jour

⁴ Banque mondiale, *World Development Indicators 2000* (New York, Oxford University Press, 2000).

pour vivre et 33 millions d'individus, soit 20 % de la population, subsistaient avec moins de 2 dollars par jour.

47. La pire situation est celle de l'Afrique au sud du Sahara. En 1987, 217 millions d'individus, soit 46,6 % de la population, y vivaient dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1 dollar par jour), contre 291 millions (46,3 % de la population) en 1998. Il y avait une importante variation des taux de pauvreté d'un pays à l'autre, mais seule une poignée des pays de cette région présentait des taux inférieurs à 30 %. Pour un certain nombre d'entre eux, ce taux variait dans des proportions tout à fait considérables en raison de chocs externes tels que la chute des cours des produits de base, la réduction de la demande mondiale de produits d'exportation, d'importantes pertes de change ou la concurrence, sans parler des guerres, conflits et catastrophes naturelles.

48. L'indice de pauvreté fondé sur le dénombrement des individus vivant en deçà du seuil de pauvreté définit la pauvreté en termes de revenu ou de consommation par tête. Retenir la somme de 1 dollar par jour, mesurée en parités de pouvoir d'achat, comme seuil de pauvreté et considérer les personnes vivant en deçà de ce seuil comme souffrant d'extrême pauvreté peut aider à faire des comparaisons internationales. En ce qui concerne les décisions de politique intérieure, cependant, le critère vraisemblablement le plus pertinent est celui du seuil de pauvreté national, puisque c'est le coût d'un panier de la ménagère représentatif qui peut être considéré selon certains critères nationaux comme le minimum requis pour assurer une simple subsistance. Il peut y avoir une grande différence entre les taux de pauvreté estimés selon ces deux méthodes. En Chine, par exemple, dans la période 1989-1994, le pourcentage de la population se situant en deçà du seuil de pauvreté national était de 11 %, alors que 29,4 % de la population avait moins de 1 dollar par jour pour vivre. Dans la même période, les chiffres correspondants pour l'Inde étaient de 35 % en retenant le seuil de pauvreté national de 1994, mais 52,5 % de la population vivait avec moins de 1 dollar par jour; enfin, les chiffres correspondants pour l'Indonésie, autre pays fortement peuplé, étaient de 8 % pour ce qui est de la population se situant en deçà du seuil de pauvreté national et de 14,5 % s'agissant de la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour. Les chiffres susmentionnés sont tirés du Rapport sur le développement humain, qui donne des chiffres portant sur des périodes comparables.

49. Si l'on se place dans la perspective d'une approche du développement humain axée sur les droits, la notion de pauvreté va bien au-delà de la simple pauvreté monétaire. Elle se définit par un niveau intolérable de privation de bien-être, niveau que toute société civilisée considère comme incompatible avec la dignité humaine. Elle constitue une violation flagrante des droits de l'homme. L'élimination de la pauvreté devrait être la première priorité d'une politique de réalisation du droit au développement.

50. Amartya Sen affirme que la pauvreté doit être considérée comme une privation de capacités fondamentales plutôt que comme le fait d'avoir de faibles revenus, ce qui en est le critère standard⁵. Il préconise cette approche depuis près de deux décennies. Les capacités sont essentiellement liées aux droits de l'homme, donnant aux individus un plus large choix ou une plus grande liberté d'être et de faire ce qu'ils ont en estime. En suivant cette approche d'élargissement des dimensions de la pauvreté, la Banque mondiale a défini celle-ci en termes de bas revenus comme de fai-

⁵ Amartya Sen, *Development as Freedom* (Oxford University Press, 1999).

ble éducation et de mauvaise santé, et a proposé une stratégie pour la réduire qui serait fondée sur des politiques d'accélération de la croissance des revenus et d'accroissement des investissements dans l'éducation de base et les soins de santé⁶. Les capacités ne se limitent pas aux seuls soins de santé et éducation de base, bien qu'ils soient sans doute importants non pas seulement en tant que valeurs mais aussi pour ce qui est d'élever la capacité des individus à accroître leurs revenus et leur bien-être. Dans plusieurs études où l'on demandait aux pauvres de différents pays ce qu'ils considéraient comme étant les principales caractéristiques de la pauvreté, il a été constaté que le revenu était important pour eux, mais aussi d'autres aspects du bien-être et de la qualité de la vie : la santé, la sécurité, le respect de soi, la justice, l'accès aux liens et services, la famille et la vie sociale⁷.

51. L'absence de dignité, de sécurité, de respect de soi et de justice constitue autant de manifestations d'atteintes aux droits de l'homme. Toute stratégie de réduction de la pauvreté doit donc être fondée sur l'élimination de ces atteintes et l'amélioration du revenu réel des individus ainsi que sur les autres indices de la qualité de la vie, d'une manière conforme à l'approche axée sur les droits de l'homme. En d'autres termes, une stratégie efficace de réduction de la pauvreté doit être une illustration de la stratégie visant à mettre en œuvre le droit au développement.

52. Le tableau 2 brosse une image de la pauvreté même, fondée sur un certain nombre d'indicateurs sociaux et deux indices de pauvreté monétaire : l'un calculé à partir d'un seuil de pauvreté fixé à 1 dollar par jour et l'autre à partir des seuils de pauvreté nationaux. Ces indices et indicateurs sociaux n'ont pas un caractère exhaustif, et il existe plusieurs autres variables qui devraient être considérées pour déterminer toute amélioration de la qualité de la vie. Il conviendrait de procéder au moins à une évaluation d'envergure des indices sexospécifiques d'activité économique, de santé et d'éducation. Un certain nombre d'études ont établi le lien fondamental qui existe entre l'égalité des sexes, la qualité de la vie et le développement. Dans un souci d'équilibre, le tableau 3 fournit quelques informations sur la représentation des sexes dans l'éducation, mais une évaluation appropriée des questions soulevées doit prendre en considération un certain nombre d'autres variables liées aux différences entre les sexes. Toutes ces informations, notamment celles qui concernent d'autres indices de la qualité de la vie, figurent dans le *Rapport sur le développement humain, 1999/2000*⁸. Les tableaux 2 et 3 montrent que l'état de pauvreté ne peut être évalué uniquement à partir de la pauvreté monétaire, si la pauvreté est fondamentalement liée à la qualité de la vie ou à la privation de capacités.

⁶ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (New York, Oxford University Press, 1990).

⁷ Robert Chambers, « Poverty and livelihoods: whose reality counts? », Discussion Paper No 347, Institute of Development Studies, University of Sussex, 1995.

⁸ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain, 2000* : Droits de l'homme et développement humain (publié pour le PNUD par D. Boeck et Larcier s.a.).

Tableau 2
Profil de la pauvreté humaine : moyennes pondérées par sous-région

	Sous-régions					
	Asie orientale	Asie orientale, Chine non comprise	Asie méridionale	Amérique latine	Moyen-Orient	Afrique au sud du Sahara
Proportion de la population totale dont l'espérance de vie n'excède pas 40 ans, 1995 (pourcentage)	8,40	11,48	2,34	6,24	11,47	30,48
Taux d'analphabétisme des adultes, 1995 (pourcentage)	16,67	12,47	50,80	13,50	40,28	43,60
Proportion de la population totale privée d'accès à l'eau potable, 1990-1996 (pourcentage)	32,70	9,99	18,93	22,58	16,04	46,68
Proportion de la population totale privée d'accès aux services sanitaires, 1990-1995 (pourcentage)	12,60	14,03	22,24	20,54	11,37	46,54
Proportion de la population totale privée d'accès à l'assainissement, 1990-1995 (pourcentage)	65,42	41,09	66,79	29,35	22,92	56,79
Enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale, 1990-1997 (pourcentage)	20,97	33,49	51,27	9,40	15,03	30,13
Nombre d'enfants n'atteignant pas la cinquième année d'école, 1996 (milliers)	9,44	14,43	37,51	23,18	7,94	30,30
Taux de PIB réel par tête (sur la base des parités de pouvoir d'achat) des 20 % les plus riches aux 20 % les plus pauvres	6,87	6,51	4,84	18,56	5,89	12,40
Proportion de la population totale vivant avec 1 dollar par jour (en parités de pouvoir d'achat de 1985), 1989-1994 (pourcentage)	26,04	14,11	44,92	23,76	4,54	35,04
Proportion de la population totale se situant en deçà du seuil de pauvreté national, 1989-1994 (pourcentage)	13,94	22,40	35,02 ^a	39,29	25,94	13,48

Source : Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 1998* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 98. III. B. 41).

Note : Tous les chiffres sont des pourcentages moyens pondérés par population sur la base des données nationales disponibles. L'Europe centrale et orientale en est exclue puisque seules des statistiques concernant la Turquie étaient disponibles.

^a Ces chiffres sont fondés uniquement sur l'Inde pour la période 1987-1997.

Tableau 3
Population féminine et masculine : la situation éducative dans certaines zones géographiques, 1997 et 1998

	Sous-régions					
	États arabes	Asie orientale	Amérique latine et Caraïbes	Asie méridionale	Afrique subsaharienne	Organisation de coopération et de développement économiques
Taux d'alphabétisation des femmes adultes (en pourcentage de la population féminine âgée de 14 ans et plus)	47,3	75,5	86,7	42,3	51,6	
Taux d'alphabétisation des femmes adultes, 1998 (en pourcentage du taux masculin)	66	83	98	64	76	
Taux de scolarisation des filles dans le primaire, 1997 (pourcentage des filles en âge de fréquenter l'école primaire)	82,1	99,8	92,4	72,1	51,8	99,7
Taux de scolarisation des filles dans le primaire, 1997 (en pourcentage du taux masculin)	91	100	98	86	85	100
Taux de scolarisation des filles dans le secondaire, 1997 (pourcentage des filles en âge de fréquenter l'école secondaire)	56,8	77,4	65,8		35,8	87,8
Taux de scolarisation des filles dans le secondaire, 1997 (en pourcentage du taux masculin)	85	88	102			98

Source : Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2000* (Paris, Bruxelles, De Boeck et Larcier s. a.), tableau 28, p. 256.

53. Ainsi, l'Asie orientale, Chine comprise ou non, a obtenu les meilleurs résultats en matière de pauvreté monétaire, mais une proportion élevée de la population de cette région est privée d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et l'on y constate une incidence assez élevée de l'insuffisance pondérale chez les moins de cinq ans, alors que la représentation des sexes dans l'enseignement y est partout homogène. La situation en Asie méridionale est pire que celle de l'Afrique subsaharienne s'agissant de la pauvreté monétaire mesurée en pourcentage de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour, mais elle est bien meilleure s'agissant du pourcen-

tage de la population dont l'espérance de vie ne dépasse pas 40 ans, de l'accès à l'eau potable et aux services de santé et de l'indice d'égalité de revenu. La population de l'Afrique au sud du Sahara, cependant, se trouve dans une meilleure situation s'agissant de l'alphabétisation des adultes et des femmes adultes.

54. En d'autres termes, pour mettre en place un programme d'élimination de la pauvreté, il est nécessaire d'examiner ensemble un certain nombre d'indices, et une approche axée sur le droit au développement implique un examen de l'amélioration de chacun de ces indices par le biais de mécanismes qui doivent être appliqués en suivant l'approche axée sur les droits de l'homme et dans le cadre d'un programme coordonné de croissance et de développement. L'approche axée sur les droits de l'homme, lorsque les bénéficiaires peuvent participer à la prise de décisions et à l'application des différents mécanismes de façon transparente et responsable, et se partager les retombées équitablement, n'est pas seulement une fin en soi, contribuant à réaliser le droit humain au développement. De nombreuses études figurant dans les derniers rapports sur le développement dans le monde, fondées sur l'expérience acquise dans les relations entre les pays ou au plan interne, établissent qu'une telle approche améliore aussi les résultats des programmes, accroissant la valeur des différents indicateurs sociaux. L'approche axée sur les droits de l'homme serait alors également déterminante pour une meilleure réalisation du droit au développement.

55. Toute stratégie visant à réaliser le droit au développement, à améliorer la réalisation de chacun des différents droits individuels, doit faire l'objet d'une coordination dans le cadre d'un programme de développement qui comprenne des mesures ayant pour objet de garantir une croissance durable des ressources. Ces ressources, dans l'optique des droits de l'homme, comprennent non seulement le PIB ou la production et l'emploi, mais aussi les ressources juridiques, techniques et institutionnelles. Toute amélioration de ces ressources améliore les perspectives de réalisation de tous les autres droits et augmente la valeur des autres indicateurs.

56. S'il n'y a eu aucun doute quant aux effets positifs de l'amélioration des ressources techniques, institutionnelles et juridiques, des questions se sont posées à propos des relations entre la croissance du PIB et les valeurs de ces indicateurs. Mais ceci résultait principalement d'une confusion entre ce qui est nécessaire et ce qui est suffisant dans la relation entre une augmentation de la valeur des indicateurs et une augmentation du PIB. Toute augmentation durable de la valeur des indicateurs implique nécessairement une croissance plus élevée du PIB. Cela étant, une croissance plus élevée du PIB n'est pas suffisante pour constater une valeur élevée des indicateurs.

57. Il existe plusieurs études qui montrent qu'une réduction de la pauvreté monétaire s'accompagne presque toujours d'une croissance (des revenus ou de la consommation) et qu'une croissance négative s'accompagne d'une augmentation de la pauvreté⁹. Cependant, pour tout taux de croissance donné, différents pays peuvent présenter différentes valeurs de pauvreté monétaire, en fonction de la façon dont les résultats de la croissance sont distribués ou du scénario de croissance retenu, c'est-à-dire selon que les secteurs de production à forte intensité de travail comme l'agriculture croissent fortement ou non, que les régions présentant une croissance

⁹ Voir Martin Ravallion et Shaoshu Chen, « What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty? » *World Bank Economic Review*, vol. 11, No 2 (mai 1997).

élevée de la population ou de la main-d'œuvre ont une croissance économique plus rapide ou non. En ce qui concerne les variables non monétaires ou les autres indicateurs sociaux, il est possible à un moment donné de relever ces valeurs en réaffectant les ressources dans les limites d'un niveau de revenu donné. Mais ceci ne peut être durable, même à moyen terme, sans une plus grande disponibilité de ressources, surtout lorsqu'un certain nombre d'indicateurs de ce type, qui ont chacun un rapport avec les ressources, sont censés croître ensemble d'une façon coordonnée dans un programme visant à réaliser le droit au développement.

58. Il importe de reconnaître les différentes incidences qu'ont sur les ressources a) la mise en œuvre de l'un quelconque des droits séparément et indépendamment des autres et b) la mise en œuvre de tous les droits ou de la plupart d'entre eux ensemble, dans le cadre d'un plan ou programme de développement. On peut envisager de mettre en œuvre l'un quelconque des droits sans dépenser beaucoup plus de ressources, en se contentant de faire un meilleur usage du niveau de dépenses courant grâce à une meilleure allocation des fonds. Dans la plupart des cas, il faudrait seulement que les États parties ajustent leurs méthodes de fonctionnement et honorent leurs obligations à l'égard des bénéficiaires en fonction de l'approche axée sur les droits de l'homme. Le fait de ne pas réaliser les autres droits aura des effets indirects, car, comme on l'a noté plus haut, le degré de jouissance de l'un quelconque des droits dépendra du degré de jouissance des autres droits; mais ces effets seront négligeables si l'on se préoccupe de la mise en œuvre d'un seul droit isolément. Si la mise en œuvre d'un seul droit est considérée comme faisant partie d'un plan de développement, elle devra s'appuyer sur l'interdépendance entre les droits ou entre les flux de biens et services répercutés dans les indicateurs sociaux associés à différents droits. Ceci nécessiterait une augmentation considérable des ressources nettes, souvent dans une proportion bien supérieure aux ressources internes disponibles.

59. Pour soutenir un niveau de croissance élevé et réalisable, qui élargisse avec le temps l'offre de ressources, la plupart des pays en développement doivent présenter un taux d'investissement interne qui soit plus élevé que le taux d'épargne, lequel doit être relayé par l'offre d'épargnes étrangères ou par un transfert international de ressources. La revendication de coopération internationale émanant des pays en développement, à laquelle ils auront droit en vertu de la reconnaissance internationale du droit au développement, portera en outre sur une modification du cadre des relations internationales leur donnant une part équitable des fruits des transactions internationales. La nécessité d'une telle coopération sera bien plus pressante qu'une simple approche axée sur les droits de l'homme de la réalisation des différents droits.

60. Il semble que la communauté internationale, en particulier les pays donateurs développés, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), le PNUD et les autres institutions financières régionales, se soient également rendu compte de la nécessité de modifier leurs méthodes traditionnelles de coopération en matière de développement et de financement des pays en développement, et adoptent de plus en plus une approche fondée sur le partenariat et la responsabilisation des bénéficiaires. Dans de nombreux pays développés, le pourcentage du PIB consacré à l'aide étrangère a diminué dans les années 90; il s'est ensuivi une prise de conscience croissante de ce que les flux de capitaux privés, qui ont pris une part beaucoup plus importante dans les flux internationaux à destination des pays en développement, n'étaient pas suffisants pour couvrir leurs besoins en matière de développement. Plusieurs études effectuées dans les pays développés ont montré que si les contribuables pouvaient

être convaincus que l'aide étrangère était utilisée de manière appropriée et efficace, ils ne verraient pas d'inconvénient à ce qu'elle soit augmentée. La communauté des donateurs a donc commencé à réexaminer ses stratégies d'aide, rendant les bénéficiaires maîtres de leurs programmes et leur faisant accepter l'idée que les réformes de politique devaient être dictées par leurs propres besoins et non par des conditionnalités imposées de l'extérieur. C'est alors qu'elle a modifié ses objectifs, s'attachant désormais à éliminer la pauvreté au sens large, c'est-à-dire à accroître les capacités des pauvres et à les démarginaliser. Ainsi que cela est indiqué dans le rapport de 1999, les ingrédients essentiels sur lesquels l'approche d'un "pacte pour le développement" proposé par l'expert indépendant pourrait être fondée ont été énoncés par le Comité d'aide au développement dans son étude de 1996 intitulée *Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Cooperation*¹⁰, par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement dans son étude de 1997 intitulée "Development cooperation in the 21st Century", par le Secrétaire britannique au développement international dans son livre blanc de 1997 intitulé "Eliminating World Poverty: a challenge for the 21st Century" et par la Banque mondiale dans son document de politique générale de 1998 intitulé "Assessing Aid"¹¹.

61. Pour illustrer ces modifications de la façon d'aborder la coopération internationale, les traits saillants de trois initiatives méritent d'être mentionnés ici. La Banque mondiale a présenté en 1999 son cadre de développement intégré, fondé sur quatre principes : maîtrise par les pays de l'agenda politique, programmes fondés sur des consultations nationales, partenariat avec tous les donateurs ou parties prenantes et souci des préoccupations sociales et structurelles ainsi que des questions financières. Peu nombreux sont les pays qui ont adopté un tel cadre. L'un de ceux qui l'ont fait, la Bolivie (en 1997), est un bon exemple de la façon dont de telles initiatives peuvent être rendues conformes à l'approche du droit au développement décrite plus haut. La Bolivie a adopté un plan d'action national sous forme de programme quinquennal de développement, en vue d'augmenter le taux de croissance en l'assortissant d'une meilleure distribution, d'élever le niveau de vie des pauvres et des couches défavorisées et de renforcer le cadre institutionnel pour obtenir une meilleure justice et une administration exempte de corruption. Le plan de réduction de la pauvreté dans la dignité et la responsabilisation a été énoncé dans un programme de changement structurel ne portant pas atteinte à la stabilité macroéconomique. Ce plan a été établi grâce à un processus de consultations élaborées entre le Gouvernement et la société civile, les organisations non gouvernementales, les syndicats, les groupes religieux, les partis de l'opposition, les universitaires et le secteur privé. La Banque mondiale a organisé dans le cadre d'un groupe consultatif une réunion rassemblant tous les donateurs pour qu'ils coordonnent efficacement leur action, à la suite de quoi ceux-ci ont promis une aide d'un montant supérieur de 45 % à ce qui avait été annoncé auparavant.

62. La deuxième initiative consistait en l'établissement de documents de stratégie concernant la réduction de la pauvreté par pays en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, qui serviraient de base pour accroître l'aide financière accordée par une nouvelle facilité du FMI ainsi que par la Banque mondiale et d'autres donateurs agissant de concert. Cette stratégie, fondée sur l'élimination des obstacles au recul de la pauvreté, sur des mesures publiques bien conçues faisant appel à la parti-

¹⁰ Comité d'aide au développement, *Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Cooperation* (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1996).

¹¹ Banque mondiale, *Assessing Aid*, 1998 (New York, Oxford University Press, 1998).

cipation pour réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté dans un cadre de croissance rapide et soutenue sans atteinte à la stabilité macroéconomique, devait résulter d'un processus de dialogue participatif au sein du pays, entre le Gouvernement, le secteur privé et la société civile. Elle serait conforme à l'approche, de la réalisation du droit au développement décrite plus haut si les préoccupations en matière de droits de l'homme étaient clairement prises en considération et si une approche axée sur les droits étaient adoptée dans la formulation des scénarios et politiques gouvernementaux ainsi que dans les méthodes de coopération internationale.

63. La troisième initiative a trait au scénario d'allègement de la dette. Les membres de la communauté internationale sont de plus en plus nombreux à reconnaître que l'allègement de la dette est un des éléments les plus importants de la coopération internationale, s'agissant de permettre aux pays pauvres d'obtenir une augmentation raisonnable des ressources dont ils ont besoin pour exécuter tout programme de réduction de la pauvreté et d'amélioration du développement humain. L'initiative visant à alléger la charge financière des pays les plus endettés annoncée en 1996 a été révisée et présentée sous forme d'un programme renforcé au Sommet du groupe des sept pays les plus industrialisés tenu à Cologne en juillet 1999. D'après ce programme, les pays pauvres adopteraient des plans de réduction de la pauvreté conformément aux documents de stratégie sur la réduction de la pauvreté élaborés conjointement par le FMI et la Banque mondiale. Malheureusement, peu de progrès ont été faits vers la concrétisation de cette initiative. À Cologne, les chefs d'État ou de gouvernement du groupe des sept principaux pays industrialisés ont proposé de réduire, dans une proportion pouvant aller jusqu'à 70 %, la dette de 33 pays pauvres, principalement d'Afrique, se montant à 127 milliards de dollars. Mais un an plus tard, une petite partie seulement de cet allègement s'était réalisée, alors que plusieurs pays avaient élaboré des programmes appropriés de réduction de la pauvreté.

VI. Conclusion et proposition de directives pour la réalisation du droit au développement

64. Vu ce qui précède, il peut être utile de reformuler la stratégie visant à réaliser le droit au développement qui a été proposée dans le rapport de 1999. Le droit au développement est, en somme, le droit à un processus particulier de développement qui favorise la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, des droits civils et politiques et de toutes les libertés fondamentales en élargissant les capacités et les choix offerts à l'individu. La réalisation de ces droits doit être fondée sur un programme de mesures coordonnées sous forme d'un plan de développement qui tende à la croissance du PIB et des autres ressources, ainsi qu'à une amélioration durable des indicateurs sociaux relatifs aux différents droits. Tous les scénarios individuels et interdépendants doivent être conçus et exécutés selon l'approche axée sur les droits, qui se fonde sur la responsabilisation et la participation à la prise et à l'exécution des décisions, dans la transparence et la responsabilité, ainsi que sur l'équité et la non-discrimination dans la jouissance des retombées. Un tel plan n'aurait strictement rien à voir avec les anciennes formes de planification centralisée et serait entièrement basé sur une prise de décisions décentralisée, prévoyant la participation et la responsabilisation des bénéficiaires. Ce plan doit être formulé au moyen d'un processus de consultations avec la société civile et les bénéficiaires, d'une façon non discriminatoire et transparente.

65. Dans la phase initiale, un tel plan de développement peut se concentrer sur un programme bien conçu et bien ciblé d'élimination de la pauvreté dans ses aspects généraux; il ne s'agit pas seulement de la pauvreté monétaire, mais également de la privation de capacités. La réduction de la pauvreté monétaire nécessiterait un plan qui non seulement élèverait le taux de croissance du pays mais aussi modifierait la structure de la production pour faciliter la croissance des revenus des pauvres, et favoriserait l'égalité de la consommation, tant à l'intérieur de la région intéressée qu'entre les régions. En outre, il faudra qu'il y ait une amélioration des indicateurs sociaux qui élargisse les capacités en suivant l'approche axée sur les droits conformément au taux de croissance prévu de la production globale et des indicateurs, compte tenu de leur interdépendance.

66. Pour faciliter la réalisation progressive du processus, l'expert indépendant a proposé de s'attaquer tout d'abord à la réalisation de trois droits : le droit à l'alimentation, le droit aux soins de santé primaires et le droit à l'éducation primaire. Si un pays préfère choisir d'autres droits pour commencer, le programme peut s'en accommoder sans aucune difficulté. L'expert indépendant a proposé de mettre en œuvre ce programme au moyen d'un pacte pour le développement conclu entre les pays intéressés et les représentants de la Communauté internationale, les principaux donateurs et les institutions financières internationales. Il s'agit de souligner ainsi l'importance de la coopération internationale dans la mise en œuvre du droit au développement. Le pays intéressé devra appliquer le pacte dans la perspective des droits. Les représentants de la communauté internationale, qui pourront souhaiter créer un groupe de soutien, accepteront l'obligation réciproque de fournir tout l'appui nécessaire à la mise en œuvre du programme, qui consistera notamment à en partager le coût si le pays en développement concerné honore ses obligations.

67. Les obligations nationales d'un pays en développement qui adopte un programme axé sur les droits ont été énoncées dans différents rapports du Groupe de travail sur le droit au développement. Celui-ci a fait notamment les recommandations suivantes : a) les États devraient être encouragés à étudier la possibilité d'opérer (si leur système juridique le leur permet) les réformes législatives et constitutionnelles nécessaires pour assurer que le droit des traités l'emporte sur leur droit interne et que les dispositions conventionnelles soient directement applicables dans leur cadre juridique interne; b) Les États devraient prendre des mesures pour veiller à ce que les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris les agriculteurs sans terre, les populations autochtones et les chômeurs, aient accès à des moyens de production tels que la terre et le crédit, ou aient la possibilité d'exercer un travail indépendant; c) dans les zones où des conflits de tous types se sont produits ou se produisent, les États devraient veiller à ce que la population locale puisse conserver ses droits à la propriété ainsi que tous les autres droits légalement acquis (voir E/CN. 4/1998/29, par. 63, 71 et 72). De même, la recommandation concernant la société civile et les organisations non gouvernementales, les politiques encourageant leur plus grande participation à la prise de décisions à l'échelon local et national, notamment la participation de groupes qui représentent des couches vulnérables de la société, par exemple les pauvres, les sans-logis et les chômeurs, ainsi que les groupes défendant des intérêts publics (par exemple des associations de défense des consommateurs, de protection de l'environnement, des droits de l'homme et des droits des femmes) devrait être appliquée. Plus important encore, les gouvernements doivent introduire toutes les modifications juridiques nécessaires pour veiller à assu-

rer l'égalité des sexes dans l'emploi, l'éducation, les soins de santé et les autres activités.

68. Les obligations de la communauté internationale ont également été énoncées dans divers instruments relatifs aux droits de l'homme. Rien n'a été ménagé pour faire en sorte que l'égalité de traitement dans la prise de décisions et les opérations du système financier et commercial international, par exemple le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et les arrangements bilatéraux prévoyant une réduction des fluctuations des cours des produits de base et des recettes à l'exportation, un allègement de la dette, un meilleur accès aux exportations provenant des pays en développement et une amélioration des flux de capitaux à destination de ceux-ci.

69. Les obligations réciproques qui devront être énoncées dans les pactes pour le développement doivent être élaborées avec soin. Les pays en développement doivent admettre qu'ils ont la responsabilité principale de l'exécution des programmes visant à réaliser le droit au développement faisant l'objet du pacte, en mettant en œuvre toutes les politiques et mesures publiques nécessaires. Plusieurs études de la Banque mondiale et du FMI ont montré que le processus habituel consistant à imposer une conditionnalité dans les programmes financiers n'a pas fonctionné dans la plupart des cas parce que ces programmes semblaient être imposés de l'extérieur, et donc non maîtrisés par les pays en développement. Il est impératif que toute conditionnalité ou obligation incombant aux pays en développement soit considérée par eux comme répondant à leur propre intérêt et soit contrôlée essentiellement par eux. Dans une approche axée sur les droits, ceci est particulièrement important pour garantir l'égalité de traitement.

70. Dans un pacte pour le développement, les pays en développement devront assumer des obligations en ce qui concerne la mise en œuvre et la protection des droits de l'homme. La méthode la plus équitable pour contrôler la façon dont ces obligations sont remplies serait de le faire en créant dans chaque pays une commission nationale des droits de l'homme composée de personnalités éminentes originaires du pays même. À cette fin, tous les pays souhaitant mettre en œuvre le droit au développement au moyen de pactes pour le développement devront mettre en place de telles commissions nationales, qui enquêteront et statueront sur les violations des droits de l'homme. C'est au départ la seule façon de se prémunir contre de telles violations. Aucun pays au monde ne pourrait affirmer qu'aucune violation des droits de l'homme n'est commise sur son territoire. Tout ce que l'on peut garantir, c'est qu'il existe un mécanisme adéquat dans les régimes juridiques pour réprimer de telles violations. Si un pays en développement met en place une commission nationale des droits de l'homme conformément aux normes internationales et que celle-ci peut fonctionner indépendamment sans entrave ni obstacle et qu'une législation appropriée est adoptée, cela devrait constituer une garantie suffisante que ce pays s'acquittera de son obligation de respecter les droits de l'homme conformément au pacte pour le développement.

71. L'obligation de la communauté internationale devrait aussi être énoncée dans le cadre du pacte pour le développement. Si un pays en développement honore ses obligations, les pays donateurs et les institutions internationales doivent faire en sorte que toutes les politiques discriminatoires et tous les obstacles entravant l'accès au commerce et aux ressources financières soient éliminés et que le coût supplémentaire de la réalisation de ces droits soit partagé comme il convient. La part

exacte de chacun peut être décidée au cas par cas ou conformément à un accord international, qui peut par exemple consister à partager également le coût supplémentaire entre les représentants de la communauté internationale et le pays concerné.

72. Les détails des pactes et de l'approche axée sur les droits de la mise en œuvre d'un tel programme peuvent être précisés sans trop de difficulté par les experts des pays intéressés et des institutions internationales présentes dans ces pays et expérimentées dans les domaines pertinents. Ce qu'il faut, c'est que tous les pays qui ont reconnu que le droit au développement est un droit de l'homme fassent preuve de volonté politique et se montrent déterminés à mettre en œuvre le droit au développement à échéance fixe, en se donnant l'obligation de prendre des mesures au plan national et de coopérer au plan international.
